

Rien ne vaut la liberté... pas même une Marlboro !



Cherchant toujours à davantage taxer et punir les consommateurs de tabac, les dirigeants politiques peinent à comprendre qu'arrêter de fumer relève avant tout d'une démarche personnelle.

Avec Olivier
Méresse

La nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires imputée, à partir du 1er janvier 2017, à Logista et à la trentaine d'autres distributeurs de produits du tabac en France, est la manière la plus hypocrite trouvée par le gouvernement de rançonner encore davantage les fumeurs tout en prétendant ne pas toucher à la fiscalité frappant directement les cigarettes. Ce tribut supplémentaire devra pourtant bien être répercuté sur le prix de vente d'un paquet déjà taxé à plus de 80% ! Pour faire bonne mesure, les taxes frappant le tabac à rouler seront parallèlement augmentées de 15 % au prétexte que ce produit serait l'une des voies d'entrée dans le tabagisme des plus jeunes consommateurs. C'est inverser là les effets et les causes, l'arbitrage en faveur du tabac à rouler étant précisément une conséquence des prix prohibitifs atteints par les paquets de cigarettes. Lorsque leurs politiques échouent, nos dirigeants en concluent systématiquement qu'ils n'ont pas été assez loin.

Il semble qu'aucun gouvernement n'ait jamais eu l'idée d'essayer la liberté pour lutter contre la tabagie. Nous avons pourtant toutes les raisons de penser que ce serait la plus efficace des mesures. Le personnel politique est, hélas, généralement peu tenté par les solutions qui laissent aux citoyens la liberté de choisir et d'agir. En cas d'échec, l'opposition reprocherait au gouvernement de n'avoir rien fait et, en cas de succès, il serait difficile pour ce dernier de dire « Nous n'avons rien fait et les résultats ont été très probants. » Tous les bords politiques s'accordent donc pour faire plutôt n'importe quoi que rien et ils y réussissent admirablement. Si l'inaction est peu valorisante, la liberté est quant à elle intrinsèquement un échec pour tout pouvoir en cela qu'elle est toujours le renoncement à une planification potentielle, un ordre qu'on perd pour toujours l'occasion d'aboyer et l'aveu même de son inutilité.

En matière tabagique l'échec de la voie utilisée par nos gouvernants est patent : que de taxes, que de souffrances, de législations, d'interdits ou d'obligations et de campagnes d'information pour de si piètres résultats ! Il suffit de voir une sortie de lycée ou de faculté pour comprendre que les « jeunes » n'ont que faire des directives du Ministère des Affaires sociales et de la Santé. Les vieux non plus d'ailleurs. Personne en fait. Car s'arrêter de fumer est d'abord une décision personnelle. On ne peut pas faire arrêter de fumer quelqu'un. Les spécialistes du sevrage insistent beaucoup sur cette dimension personnelle de la décision, encourageant leurs patients à se sentir prêts avant d'aborder cette épreuve, à y réfléchir, sentir monter en eux le désir d'arrêter et prendre pleinement conscience des bienfaits qu'ils ont à en attendre. Toute cette démarche repose donc bien sur un libre choix et toute pression extérieure est contre-productive.

Les nouvelles dispositions réglementaires sur le tabac qui entrent en vigueur début 2017 auront logiquement pour effet d'entraîner une nouvelle explosion du marché parallèle. Entre autres conséquences désastreuses, ce marché parallèle affecte le chiffre d'affaires des buralistes et par contrecoup les recettes fiscales de l'État. Il laisse également enfler le gangstérisme en alimentant les réseaux mafieux. Mais ce qu'on oublie généralement de souligner est que ces législations coercitives rendent plus difficile le sevrage des

fumeurs ou la réduction de leur consommation car elles les enferment dans leur statut de toxicomane.

Aujourd'hui, en effet, fumer ne peut plus être un plaisir anodin, quelque chose d'accessoire : c'est devenu une activité à plein temps, un véritable hobby de passionné, surtout si vous êtes pauvre. Il faut prendre sa voiture pour aller acheter ses cigarettes de l'autre côté de la frontière, ou supplier sa belle-sœur qui prend l'avion, et qui par chance ne fume pas elle-même, de prendre quelques cartouches au duty free shop de l'aéroport, pénétrer les réseaux de vente parallèles, voire aller sur le darknet. Pour y consacrer un budget moins déraisonnable, vous pouvez aussi vous mettre à rouler vos cigarettes vous-mêmes ; vous y passerez pas mal de temps mais vous finirez par devenir un expert. Si vous achetez vos paquets chez les buralistes, prévoyez d'y consacrer un bon tiers de votre salaire. Vous aurez alors en prime le droit de vous voir infliger des visuels chirurgicaux de nécroses variées et quelques messages sanitaires fort instructifs. Enfin, pour la fumer cette cigarette qui vous aura déjà tant coûté, vous devrez encore prendre une pause au travail, puis l'ascenseur, afin de vous retrouver sur le trottoir, éventuellement dans le froid, entre fumeurs semi-pros avec lesquels vous pourrez parler clopes et nouerez peut-être de belles amitiés...

En détaxant au contraire les cigarettes, on pourrait améliorer très nettement le pouvoir d'achat des fumeurs. Ainsi pourraient-ils développer d'autres dimensions de leur existence comme, par exemple, s'offrir des vacances ou faire du sport, activités dans lesquelles ils ne manqueraient pas de trouver d'excellentes raisons de réduire leur consommation. Un fumeur français sur deux souhaite arrêter le tabac. Ce n'est pas en l'enchaînant à son vice qu'on pourra l'aider. Libérons le marché du tabac et nous libérerons du même coup les fumeurs !